C A H I E R S D E D I S C U S S I O N
pour le
S O C I A L I S M E D E C O N S E I L S

N° 4 AVRIL I964

S O M M A I R E

I- Conseils Ouvriers et Syndicats pages 2 & 3

2- Sur le Manifeste socialiste de Rimbert pages 4 à II

3- Réponses à trois critiques pages I2à I8

4- Compte-rendu du livre:
"Le Parti bolchevique" de Pierre Broué pages I9 & 20

CONSEILS OUVRIERS ET SYNDICATS

Plusieurs journaux attachés au mouvement syndical, "la Révolution Prolétarienne" et le "Combat Syndicaliste", pour ne citer que ceux-là, voudraient faire croire qu'il n'y a aucune différence, en définitive, entre Conseils Ouvriers et Syndicats et que les uns et les autres jouent un rôle identique.

S'il y a deux expressions différentes, c'est qu'il y a deux contenus différents. L'expérience montre que chaque fois que la classe ouvrière a voulu mener une action autonome, elle a dû immédiatement rejeter ses anciennes organisations; les syndicats se sont montrés incapables, inutilisables; de nouveaux organes ont dû être construits de toutes pièces par les ouvriers en lutte.

Le syndicat n'est pas un organe de lutte de la classe ouvrière, il n'est pas une émanation directe qui surgit spontanément au cours de la lutte. C'est un organe qui contrôle la classe ouvrière au profit des dirigeants, en dehors des grandes luttes ouvrières, c'est un organe stable qui ne peut être que conservateur et en aucun cas mener à un changement réel d'orientation.

Les journaux syndicaux se plaisent à confondre ces deux organes, Conseils Ouvriers et Syndicats qui, lorsqu'ils ont coexisté se sont opposés absolument. Les syndicats se donnent pour l'émanation directe de la classe ouvrière, mais en réalité, ils désirent diriger et mener la classe ouvrière là où ils veulent. Ils n'admettent pas que cette dernière prenne elle-même des initiatives, suive son chemin, sans le concours d'une bureaucratie bien établie, bien organisée, bien connue, donc bien conservatrice.

Les Conseils Ouvriers n'ont de valeur que dans la mesure où tous veulent participer à la marche des affaires où tous se sentent responsables des actes de chaque jour. Il n'est d'ailleurs pas de socialisme possible sans participation directe de chaque individu.

On nous dira que ce sont là de pures vues de l'esprit, on nous traitera d'utopistes. Bien sûr, nous en sommes encore, du point de vue théorique, à la phase des tâtonnements, voire des rêves.

Mais qu'on ne vienne pas opposer à nos "rêves" la réalité pratique que nous avons devant les yeux. Le mouvement ouvrier a sans doute connu dans le passé des moments de victoire, il a atteint, dans et par la lutte, certains objectifs utiles, en améliorant momentanément son sort matériel et ses aspirations politiques. Mais toutes ces victoires et toutes ces conquêtes ont été en même temps des concessions du système capitaliste qui s'est maintenu intégralement et a fait en fin de compte payer cher aux travailleurs ces avantages éphémères. L'atrocité grandissante des guerres entre pays capitalistes et des massacres et persécutions à l'intérieur de ces pays est la meilleure preuve que les réussites politiques et économiques de la classe ouvrière sont en vérité le prix que les classes dominantes sont prêtes à payer pour obtenir en échange la complicité des ouvriers dans les entreprises de destruction et de dilapidation sans lesquelles l'économie capitaliste ne pourrait se maintenir et prospérer.

L'expérience historique du XXème siècle est trop riche en violences qui défient toute imagination pour nous faire rougir de nos"rêves"et de nos "utopies". Bien au contraire, face à la démence réelle dont témoignent tous les jours les entreprises économiques, politiques et intellectuelles des classes dominantes, il nous faut imaginer des moyens de lutte qui feront un jour triompher les classes exploitées de manière définitive, en aboutissant à la disparition de toutes les formes d'exclavage, ouvertes et cachées, que l'humanité a connues jusqu'ici.

Si le mouvement des Conseils ouvriers n'est encore pour beaucoup qu'une chimère, ce n'est pas à cause d'une impossibilité intrinsèque ou d'un vice théorique. La meilleure théorie des Conseils sera celle que l'expérience révolutionnaire des travailleurs permettra de formuler. Mais ce devra être l'expérience de tous les travailleurs, lorsqu'ils auront compris qu'ils ne pourront vraiment se libérer qu'en luttant pour la transformation totalede la société, ce qui suppose, avant tout, une prise de conscience de toutes les aliénations engendrées par le système capitaliste avec la complicité, souvent volontaire, des travailleurs eux-mêmes.

- Sur "Le Manifeste Socialiste" de Rimbert -

Dans les numéros I86 & I87 (octobre et novembre I963) de la "Révolution Prolétarienne", a paru sous le titre "Pour un nouveau manifeste socialiste" un long article de Pierre Rimbert. Cet article, nous dit-on, avait été écrit pour la revue italienne "Critica Sociale" où il n'a pu être publié.

La marchandise qui se cache souvent sous le vocable "socialisme" nous dit Pierre Rimbert et l'évolution du capitalisme, font qu'il est nécessaire pour les socialistes (nous verrons plus loin ce que Rimbert entend par cette définition) de faire un bilan des changements intervenus; et, rappelant les principes socialistes tracer la voie à une société mûre pour un accouchement mais qui ne sait comment s'y prendre.

Après un bref historique de l'évolution du capitalisme depuis le début du XIXème siècle et le rappel de la contradiction entre la propriété privée capitaliste des moyens de production et d'échange et la recherche du profit, et le caractère social de la production Rimbert nous dit que cette contradiction a été"portée au grand jour"pendant la première puis la deuxième guerre mondiale. A ces périodes, "les intérêts de la nation en tant que puissance souveraine étaient de développer sans limite sa production" alors que "les intérêts du capitalisme étaient de limiter cette production pour sauvegarder son profit". D'où contradiction entre ces intérêts et ceux de la nation, d'où nécessité pour cette dernière de substituer l'initiative étatique à l'initiative privée. Ce qui caractérise notre époque, c'est "la substitution généralisée d'une économie nationale dominée par l'Etat à l'économie privée dominée par le capital"... "Partout le capitalisme cède la place à une économie étatique organisée et planifiée".

L'Etat poursuit Rimbert, se substitue au capital et donne un autre but à la production: "le développement de la grandeur et de la puissance nationales". La conséquence en est (pour Rimbert) la transformation du capitalisme en économie d'Etat qui est une économie de transition. L'Etat intervient dans la vie économique par les nationalisations, les investissements publics et indirectement par la législation économique foncière et sociale "qui s'imposent

à l'entreprise privée faisant de celle-ci un rouage de l'économie nationale".

Et Rimbert nous donne les caractéristiques de l'Economie d'Etat:

"le moteur de la production n'est plus le profit mais le développement économique de la nation"
"la direction et l'initiative de l'activité économique n'appartient plus au capital mais à l'Etat"
"La structure économique ne repose plus sur la propriété privée, mais sur la propriété publique"
"L'activité économique n'est plus laissée au libre jeu du profit et des intérêts particuliers mais est organisée et planifiée"
"les rapports sociaux sont de plus en plus règlés par la législation ...".

La transformation du capitalisme en Economie d'Etat a pour autre conséquence (c'est là que Rimbert commence à montrer le bout de l'oreille), "une modification de l'objectif de la lutte sociale". La propriété publique élimine le capitaliste, toutes les fonctions dirigeantes étant assurées par des salariés. Ceux-ci deviennent donc pratiquement la seule classe de la société. Les antagonismes de classe se cachent au sein de la classe des salariés qui est divisée en trois groupes sociaux distincts:

"Les salariés de direction comprenant les cadres - les salariés d'administration comprenant les employés administratifs - les salariés d'exécution comprenant les ouvriers et les employés autres que les administratifs".

Il subsiste, bien sûr, des antagonismes de classes, mais ils n'ont plus le même poids social en raison du faible pourcentage des classes non salariées. Les salariés ne dépendent plus du capitalisme mais de l'Etat. Au lieu de mettre en valeur le capital, ils développent le potentiel économique de la nation et la plus-value créée par leur travail est accaparée non plus par les capitalistes mais par l'Etat.

Il ne s'agit donc plus, poursuit Rimbert, d'abolir la propriété privée, mais d'obtenir "la gestion démocratique de l'économie".

Mais si dans les pays avancés l'Economie d'Etat est le résultat des contradictions du capitalisme, elle se développe également dans les pays où le capita-

lisme n'a connu qu'un faible essor. C'est ainsi qu'en Russie, une fois le régime tsariste balayé par la Révolution "l'histoire a repris son cours normal, la révolution russe s'est engagée dans la voie qui était historiquement la sienne; celle de l'industrialisation", celle-ci s'est faite sous l'égide de l'Etat. Cette "économie nationale dominée par l'Etat a des caractéristiques identiques à celle de l'Economie d'Etat; seulement, en Russie, au lieu de succéder au capitalisme, elle l'a remplacé. Elle a créé l'illusion du socialisme, alors qu'en Russie aussi, le but est de développer la puissance nationale. Le même phénomène s'est produit dans les pays de l'Est, en Chine, en Amérique latine.

L'Economie d'Etat a rendu inutile les possessions coloniales qui ne correspondent plus aux nécessités de l'économie moderne. Mais les pays libérés du colonialisme se trouvent devant le même problème: développer l'économie. La conséquence en est que là aussi se construit une économie d'Etat qui donne l'illusion d'une économie socialiste, alors que la signification de la décolonisation est la création de nations souveraines: condition de leur évolution sociale.

L'Economie d'Etat, affirme Rimbert, n'est pas une forme évolutive du capitalisme, mais son dépassement:

- le moteur de la production n'est plus le profit mais le développement économique de la nation: "l'économie est basée sur la satisfaction des besoins de la nation en tant que nation souveraine"
- la direction et l'initiative de l'activité économique appartient à l'Etat; c'est une économie organisée et planifiée, basée sur l'initiative publique.
- la base de l'économie est la propriété publique
- les classes sociales sont fondées en une seule, celle des salariés.

L'Economie d'Etat réalise donc, selon Rimbert, les conditions nécessaires pour le passage au socialisme.

Le socialisme selon les marxistes était une nécessité historique, c'est cette nécessité qui fait que le capitalisme est progressivement remplacé par une économie nationale dominée par l'Etat. Si l'Economie

d'Etat est l'antichambre du socialisme, elle comporte des dangers et une limite historique; au-delà elle devient réactionnaire et risque de précipiter la société toute entière dans le chaos et la guerre. En effet, l'Economie d'Etat ne supprime la contradiction fondamentale du capitalisme que dans l'intérieur du cadre national. Celle-ci subsiste à l'échelle internationale, entre le caractère universel de la production et la propriété nationale des moyens de production.

La forme capitaliste de l'exploitation étant supprimée (!!!!), mais non de l'exploitation en tant que telle, l'Economie d'Etat comporte le double danger de dictature et de guerre qui ira en s'aggravant si elle ne cède pas la place à un conseil d'administration des producteurs et ne se fond dans l'économie universelle; "... à partir du moment où la propriété privée des moyens de travail est remplacée par la propriété d'Etat, ce sont les frontières qui constituent une limite au développement des forces productives".

C'est la poussée des forces productives contre les frontières nationales, dit Rimbert, qui explique le développement des institutions internationales. "Achever ce processus d'organisation internationale, telle est la misssion du socialisme".

Rimbert fait un historique rapide de l'évolution du mouvement ouvrier et poursuit: "Au cours de leur lutte pour la conquête du pouvoir politique et la transformation de la société capitaliste, les travailleurs ont conquis leurs droits politiques: droit de grève, droit d'organisation, d'action et d'expression, droit de participer à égalité à la vie politique et à la direction de l'Etat ... Grâce à cette conquête de la démocratie, les conditions de la lutte des travailleurs se sont modifiées. Là où les libertés démocratiques ont été conquises, les travailleurs n'ont plus besoin d'avoir recours à la lutte insurectionnelle. Il leur suffit d'utiliser ces libertés".(Rimbert, malheureusement, ne nous donne aucun exemple à l'appui de cette description idyllique)... "Mais la transformation du capitalisme en Economie d'Etat a eu pour conséquence de désorienter le mouvement socialiste sur le plan international. En effet, si à l'intérieur de chaque pays, les travailleurs se sont effectivement "érigés en classe nationale comme le proclamait le Manifeste Communiste, s'ils se sont organisés syndicalement et politiquement, s'ils ont, soit

soit conquis, soit influencé le pouvoir politique pour élargir la démocratie et transformer la société capitaliste; par contre, sur le plan international, le mouvement socialiste n'a pas réussi à trouver sa voie".

Il faut donc un mouvement socialiste international. Le monde doit s'unir ou périr, car pour assurer sa domination l'Economie d'Etat nationale doit exploiter à outrance le travail humain pour développer son potentiel économique, base de sa puissance. Le mouvement socialiste doit donc agir contre la bureaucratie de l'Economie d'Etat. Mais (et c'est là sans doute l'un des points les plus importants de l'article) il ne doit pas combattre au nom d'un certain libéralisme économique; sans non plus s'identifier à elle en la considérant comme le socialisme, comme les communistes et les nationalistes des nouveaux pays d'Afrique et d'Asie. Il doit cependant le soutenir contre le capitalisme "comme leurs aînés ont soutenu le capitalisme contre le féodalisme" (!!!!). Il doit agir pour hâter la transition.

Il faut pour cela "...réformer les Nations Unies" créer un mouvement socialiste international libéré des intérêts étroits des nations, "..grouper dans un même mouvement les syndicats, les mouvements coopératifs, les partis socialistes, communistes et démocratiques de tous les pays qui acceptent de se placer à l'échelle humaine".

Pour écrire son article, Pierre Rimbert ne s'est certes pas embarqué sans biscuits. Quelques hommes citations de Marx et de Lénine et une référence à Rudolf Hilferding ont pour but de donner du sérieux à cet excellent manifeste du réformisme.

Mais cette tentative, qui n'est pas la première, ni sans doute la dernière décèle (quoiqué en pense Louzon - "Révolution Prolétarienne n°I88) toutes les faiblesses habituelles des théories du "dépassement du capitalisme".

Nous n'avons certes pas manqué, tout comme notre auteur, de remarquer l'évolution du capitalisme; mais, sans considérer le marxisme comme un talmud, l'étude de cette évolution ne nous a nullement amenés à considérer que la caractérisation marxiste de l'Etat ne pouvait plus s'appliquer à la forme moderne du capitalisme.

Derrière tout développement des forces productives, il y a une activité humaine. Il n'y a pas de "nécessité économique", mais le résultat de l'action des hommes en fonction de leurs intérêts et surtout de la conscience qu'ils ont de ces intérêts. Il n'y a aucune fatalité dans l'évolution du monde capitaliste, mais le simple résultat du rapport des forces entre exploiteurs et exploités. L'abolition de la contradiction fondamentale du régime capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme est évidemment nécessaire à la survie de la société humaine. Jusqu'ici la classe des travailleurs salariés ne s'est pas révélée capable de supprimer le contenu de cette contradiction. De capitalisme "libéral" en capitalisme de monopole puis de monopoles d'Etat et enfin en Capitalisme d'Etat, le capitalisme a cherché à abolir cette contradiction. Mais il ne pourra, bien entendu, jamais le faire que dans la forme. Ce qui explique qu'il lui soit nécessaire de contrôler de plus en plus étroitement l'appareil étatique, et d'identifier les intérêts de l'Etat à ceux du Capital. Ce n'est pas l'Etat qui s'empare du Capital mais le capital qui, peu à peu, s'empare de l'Etat. Le capitalisme, loin de disparaître s'adapte à une situation qui l'oblige à devenir omnipotent.

"Derrière chaque Etat, il y a une classe dominante", rien jusqu'à présent ne permet de l'infirmer et plus que jamais l'Etat apparaît comme le "Conseil d'Administration du Capital". Or, à aucun moment Rimbert ne nous explique quelle classe se trouve derrière "l'Economie d'Etat", sa position ambigüe sur ce point important l'oblige à contourner la difficulté. En effet, il part d'un postulat: d'après lui les travailleurs ont conquis des droits dans la société capitaliste où nous vivons et notamment le"droit de participer à égalité à la vie politique et à la direction de l'Etat", ils n'ont plus besoin d'avoir recours à la lutte insurrectionnelle. Il leur suffit d'utiliser ces libertés". Il faudrait donc en conclure qu'ils participent effectivement à la direction de la société d'"Economie d'Etat". Mais là se pose la question, comment? Par ce biais, Rimbert peut donner une réponse puisqu'il considère que les partis politiques de "gauche" et les syndicats représentent effectivement les intérêts des travailleurs. C'est donc par leur intermédiaire qu'ils participent à la direction de l'éco-

nomie. Or qui peut affirmer aujourd'hui, sans rire, que l'économie a tendance à fonctionner en faveur des travailleurs salariés? L'on est donc obligé de constater que l'intégration dans l'Etat des organisations qui prétendent représenter les travailleurs n'influe nullement sur son fonctionnement, ou plutôt si car en mystifiant les salariés elle les empêche de prendre conscience de leur sort et de menacer le capital.

On nous opposera bien sûr l'argumentation habituelle: les travailleurs ont "conquis" la sécurité sociale, les qurante heures, les congés payés, les comités d'entreprise; leur niveau de vie est supérieur à ce qu'il était dans le passé. Mais chaque bilan comporte également une colonne débit et il est curieux que jamais l'on ne songe à nous en parler. Pourtant les statistiques les plus officielles montrent que la part des salariés dans le revenu national ne fait que diminuer, que pour gagner convenablement leur vie les ouvriers sont souvent obligés de travailler cinquante et soixante heures par semaine au détriment de leur santé et de leur développement intellectuel, que les congés payés sont une nécessité pour la conservation physique de la main d'oeuvre en raison du rythme toujours croissant des cadences de travail, que la sécurité sociale est entièrement financée par les travailleurs qui permettent ainsi à l'Etat de disposer de vastes capitaux pour ses besoins, que les comités d'entreprise n'ont aucun droit de regard sur leur gestion réelle et servent d'organes de liaison et de collaboration entre les salariés et leurs exploiteurs. Quant à l'élévation du niveau de vie de certaines catégories de salariés, dûe en grande partie au surtravail, elle constitue la "prime de fidélité" allouée par le capital pour récompenser la passivité avec laquelle les travailleurs ont accepté de participer aux entreprises des exploiteurs: les dizaines de millions de morts des deux guerres mondiales, les camps de concentration et d'extermination, les emprisonnements et les tortures, les guerres coloniales, voilà le prix payé par les travailleurs pour leur télé, leur voiture et leur frigidaire.

Nous trouvons quant à nous ce prix trop élevé par rapport au résultat. Mais comme il faut tout de même donner un peu de dynanisme à sa théorie, Rimbert assigne somme but aux travailleurs la lutte pour la

disparition des frontières nationales qui sont, d'a-
près lui, le seul obstacle à la transformation de
l'Economie d'Etat en économie socialiste. Là aussi
la contradiction est flagrante: d'une part on salue
l'avènement de l'indépendance des pays ex-colonisés,
x ce (alors que l'on sait fort bien x que ces indépendances
ont de fictif et à quel point ces pays dits indépen-
dants sont sous la coupe du capital étranger) donc
la formation de nouvelles nations, et de nouvelles
frontières et d'autre part on donne pour but de lutte
aux travailleurs l'effacement des frontières exis-
tantes, ce pourquoi du reste, on fait confiance aux
organisations "ouvrières" syndicales, "démocratiques"
et autres, sans oublier les Nations Unies (j'en pas-
se et des meilleures).

En réalité ce qu'il faut par-dessus tout c'est faire croire aux exploités que tout s'arrangera sans que la violence soit nécessaire.

Espérons que cette remarquable contribution à la mystification des travailleurs vaudra à M.Rimbert la considération et la reconnaissance du capitalisme d'Etat russe et du capitalisme "libéral" occidental".

+.++.

"FRONT NOIR" publié par de jeunes camarades donne des textes poétiques, artistiques et politiques, illustrés de dessins - (N° 3 - Les conditions de la révolution socialiste, réponse à nos Cahiers).

==

- Réponses à trois critiques -

Deux camarades nous ont écrit à propos du Cahier n°2 pour nous communiquer quelques réflexions critiques. Nous donnerons les passages essentiels de leurs lettres, accompagnés de quelques remarques. Les problèmes posés sont parfois trop importants pour être "liquidés" de cette manière, mais nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir et de reprendre la discussion.

En outre, un camarade a fait pour "Front Noir" une critique de l'article "Réflexions sur les conditions objectives et subjectives de la révolution" paru dans le Cahier n°3. C'est un long réquisitoire qui mériterait une réplique détaillée. Nous nous efforcerons cette fois d'en relever les principaux points, quitte à poursuivre la discussion dans les prochains Cahiers.

X

I- Dans sa lettre du 7 novembre I963, C... s'exprime d'abord sur les trois Cahiers précédemment parus: "Il y a là certes un réel effort tant dans la publication comme telle que dans le choix des thèmes. En particulier reprendre quelques pages de Pannekoek était d'une excellente inspiration". Plus loin, à propos du Cahier n°3, il critique la vague et la faiblesse des arguments avancés un peu partout, concernant par exemple la révolution permanente, le progrès social, la démystification des travailleurs, l'éthique socialiste. Il déclare: "Soit! Mais le problème reste entier: comment on se démystifie, comment l'on parvient à la conscience, qu'est-ce que l'éthique socialiste? Faute de préciser ces points, aucune approbation ou critique sérieuse ne pourra y être porté. "Votre" socialisme - puisque vous l'appelez ainsi - demeure incommunicable. Et tout se passe comme si vous préfèreriez vous convaincre vous-même plutôt que les autres".

Enfin, C ... trouve la description de la Russie actuelle "inadéquate", quelque peu surannée: "... cela n'impressionne guère un lecteur persuadé que la Russie est le rempart de la paix et de la démocratie, puisque tout a changé depuis I956. Les autres non plus".

Et pour terminer, C... souligne la nécessité de "bonnes explications" et que c'est même la seule chose

que l'on peut faire (actuellement). Nous ne pouvons répondre que ceci: le camarade C ... se méprend totalement sur la nature de nos Cahiers. Ce que nous voulons, c'est avec les moyens dont nous disposons (et qui sont, avouons-le, assez faibles, matériellement et théoriquement), inciter à la réflexion et à l'étude. Il est exagéré de nous reprocher que nous ne procédons que par affirmations, sans le démontrer. Il y a d'abord le fait que nous procédons par interrogations. Notre questionnaire sur le socialisme n'affirme rien, il pose des questions. Mais il est vrai que nous aimons aussi affirmer certains principes qui sont nôtres.

Quant aux"démonstrations"que C... réclame, nous pensons que, pour être utiles; elles supposent la participation positive de ceux pour qui le mouvement de pensée connu sous le nom de "communisme de conseils" est d'une nécessité urgente. Nos Cahiers sont ouverts à toute critique sérieuse, mais ils le sont plus encore à des contradictions qui vont dans le sens du programme que nous nous sommes imposés: discuter les problèmes du mouvement ouvrier en général et ceux du communisme des conseils en particulier.

X

X X

J.. dit d'abord son mécontentement de la "maigreur" du contenu du Cahier n°3. Puis, il s'en prend à la phrase relevée dans l'article (Cahier 3 page 10): "Ce qu'il faut, c'est que les travailleurs cessent de se laisser mystifier". Cette phrase l'incite aux remarques suivantes:

"...Pieux souhait, et tant rabattu qu'on en a mal aux oreilles. La littérature qui se veut"révolutionnaire" et la nôtre comprise, sent trop son livre des grâces. Elle est deux fois inutile: ou bien les travailleurs sont mystifiés et alors ce n'est pas en leur répétant ex-cathédra qu'ils le sont qu'on obtiendra qu'ils ne le soient plus, ou bien ils ne sont plus mystifiés, et alors ce sera les replonger dans la mystification que de leur répéter qu'ils y sont toujours. Si sous ce vocable "travailleurs" on entend les salariés, ce qui est bien dans la vue de l'auteur, il tombe sous le sens que faire dépendre la lutte révolution-

naire des salariés du degré de leur mystification, c'est mal poser le problème. Faute de mystification, il n'y aurait pas de salariat, ni partant de salariés; et puisque salariat il y a, c'est sans doute qu'il est dans l'essence du salarié d'être mystifié. En tant que classe, par catégorie sociale et économique, le prolétariat ne peut-être le prolétariat que s'il est mystifié; en revanche, poser côte à côte prolétariat et démystification, est une contradiction dans les termes. L'appropriation capitaliste, on l'a assez dit, n'est possible que sous une forme de production salariale, dont la mystification idéologique, est un des aspects. Tant qu'il y a appropriation capitaliste, il y a nécessairement mystification des expropriés. Il est à la fois vain et tragique d'espérer que les travailleurs se démystifient tout en demeurant des salariés. Il en est de la mystification comme des salariés eux-mêmes: cela ne peut s'abolir à l'intérieur du système capitaliste. Le combat libérateur des salariés ne suit pas leur démystification, il la précède. Etablir une équation entre celle-ci et celui-là, entre une prise de conscience absolue et l'action révolutionnaire concrète, c'est renvoyer l'idée socialiste aux calendes grecques. Démystifiés, les travailleurs auront transcendés le combat: ils seront victorieux, n'étant plus les salariés du capital. C'est en tant que des mystifiés, que des aliénés précisément, qu'ils poursuivent - malgré eux en quelque sorte - une lutte qui ne cessera et ne peut cesser qu'avec leur propre destruction comme salariés. La démystification n'est pas le revers de la mystification; elle est, ou plutôt elle se fait être dans et par la lutte quotidienne; et maintenant: elle est cette lutte même. Les contradictions inhérentes au capitalisme vont s'aggravant quel que soit d'autre part le tranchant de la "conscience historique" des salariés"; pour assoupis qu'ils paraissent, et quelque étrangère que leurs préoccupations semblent être au regard de leur propre libération, les travailleurs n'arrêtent pas de ruer dans les brancards. Notre auteur dit fort bien que, Conseils ou pas Conseils, c'est la lutte qui accouchera en dernier ressort des organes de la prise révolutionnaire du pouvoir. Il n'est qu'à penser aux Conseils de I905: Trotsky en est resté bouche bée. - Tout ceci pour dire qu'on se fourvoie à vouloir catéchiser; plutôt que des "ce qu'il faut" à l'usage

des travailleurs on aurait avantage à s'interroger sur les situations-limite où, passant à l'acte sans crier gare, du jour au lendemain, démunis idéologiquement et riches pourtant en puissance accumulée encore qu'assoupie, encore que tassée sous la cendre, nous ne pourrons pas ne pas inventer des organes de lutte à partir de rien, à partir d'un monde de mystifications que le génie créateur des masses en révolution basculera dans le cimetière du passé. C'est cela qui réclame notre intérêt, notre effort: penser, prévoir le moment privilégié, le moment de cassure, où, passant de la léthargie au rugissement, les travailleurs rattraperont d'un seul coup cent ans de retard".

Si nous comprenons bien la critique de J..., elle voudrait opposer au vain postulat de la démystification la foi dans le miracle de l'invention révolutionnaire du prolétariat, miracle des "situations-limite" et "moments privilégiés" par quoi les travailleurs rachètent des siècles de passivité et d'inertie.

Si miracle de ce genre il y a, il serait vain d'en discuter. Au contraire, ce que l'on peut discuter, c'est la définition du prolétariat comme "essentiellement mystifié". Il est vrai que si le travailleur est mystifié "par essence", il faut un miracle pour que cette essence se change en non-essence. Si l'on admet pas de miracle, on est bien forcé d'accepter le dilemne: ou bien accepter la chaîne "dorée" du salariat bien nourri, et accorder en échange de ce bien-être temporaire sa complicité aux méfaits du capitalisme, ou bien lutter pour la disparition du salariat et du capitalisme en organisant la rupture avec le système qui fait de l'ouvrier un esclave. Cela ne peut se faire sans une prise de conscience révolutionnaire, sans la volonté d'agir pour détruire les institutions du capital (l'Etat, l'économie de profit, l'Eglise, etc...) et pour créer une société communautaire, à l'image des utopies rationnelles d'hier, qui sont devenues les plans de réforme que notre temps ~~et notre~~ réclame si nous ne voulons pas être emportés ~~et noyés~~ *et rayés* de la terre par nos propres inventions techniques.

X

X X

- Réponse aux critiques de "FRONT NOIR" -

- Les Conditions de la Révolution Socialiste -

Le camarade S.R. adopte dans ses remarques critiques une position marxiste-léniniste qu'on pourrait dire orthodoxe. Etant donné que les conceptions de notre groupe sont très éloignées de toute espèce de marxisme-léninisme, il nous paraît inutile de commencer ici une discussion approfondie sur des problèmes qui relèvent d'u e bonne ou mauvaise interprétation, autrement dit d'une exégèse scholastique de textes dits classiques. N'étant pas nous-mêmes marxistes, il nous est d'autant plus facile de prendre à notre compte certaines théories ou idées de Marx, sans toutefois en faire une religion. Pour nous, Marx n'est que ce qu'il a voulu être, à savoir un penseur et un lutteur parmi d'autres penseurs et lutteurs qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes à la cause de l'émancipation de l'humanité qui s'identifiait pour eux à la cause de l'émancipation des travailleurs.

x lui-même

Nous nous bornerons donc à répondre brièvement à notre critique, en tenant compte surtout des points qui présentent un intérêt pour la discussion des problèmes du communisme des conseils.

I- Il n'est pas vrai que "Marx" a donné son nom" à une "théorie d'action révolutionnaire". Pas une ligne dans toute son oeuvre ne pourrait être invoquée à l'appui de cette affirmation. Quand lui et Engels disaient"notre théorie", ils avaient en vue les résultats scientifiques auxquels de longues et nombreuses études les avaient conduits. Les noms "marxiste" et "marxisme" ont été inventés par des adversaires politiques de Marx et d'Engels, alors qu'eux-mêmes se contentaient de désigner leur théorie par le terme de "socialisme scientifique". Ce terme fut inventé par Engels, et bien qu'il soit préférable à "marxisme", il n'est pas exempt d'ambiguïté.

2- En parlant des "conditions subjectives" de la révolution, nous n'avons pas pensé u seul instant à quelque chose comme la "direction" ou le "parti" du prolétariat. Nous avons pensé uniquement à la <u>conscience de classe</u> et <u>aux travailleurs eux-mêmes</u> comme sujets concients de leur servitude et du but de leur lutte. La "perspective universelle" et la "passion révolutionnaire" dont parle Marx manquaient sans doute

aux travailleurs anglais, mais ce disant, il ne s'imaginait sans doute pas que le Conseil Général de l'Internationale ou lui-même pussent inculquer leur propre conscience et leur propre passion à ces travailleurs dépourvus de concience et de passion révolutionnaires. En supposant que notre critique nous prouve le contraire et qu'il nous renvoie à la mythologie marxiste du parti telle qu'elle a été construite par un Lukacs par exemple, et mise en pratique, à des degrés divers, par Lénine, Trotsky et Staline, nous n'essayerons pas de répondre à ces citations et références, mais nous lui abandonnerons aussi bien Marx que ses disciples, vrais ou faux. Nous nous en tiendrons strictement et dogmatiquement au principe de l'auto-émancipation ouvrière, qu'il soit marxiste ou non.

Quant à Trotsky et Lénine (et sans nous soucier ici de leur théorie de la révolution permanente), notre opinion est faite: eux et leur parti marxiste ont tout fait pour empêcher les soviets d'acheminer les ouvriers et paysans de Russie vers une expérience révolutionnaire riches de virtualités socialistes. Ils ont ainsi préparé la voie à Staline, héritier de l'appareil forgé par ceux qui en furent les maîtres avant lui. La tragédie de Kronstadt ne permet aucun doute à cet égard. Il n'y a pas eu, comme le prétend Broué (Le Parti Bolchévique), "mutation" du Parti Lénine en parti Staline; Broué, dans la conclusion de son livre, semble d'ailleurs se raviser, quand il écrit que le "phénomène historique", appelé bolchévisme "contenait en germe" Staline et sa police. Il a tort cependant d'y englober les Soviets, qui ont été à l'antipode de l'étatisme et du militarisme bolchéviks.

Bien que nous voulions éviter ici toute controverse scholastique, nous devons relever un point de théorie, mentionné par notre critique: "Pour Lénine et Trotsky, la Révolution russe était une révolution démocratique bourgeoise qui ne pouvait se transformer en révolution socialiste qu'à travers le processus de la révolution permanente..." - Nous négligeons maintenant la question de la "transformation" dont parle notre camarade. Il nous serait facile de prouver que, pour Lénine, la révolution bourgeoise en Russie était terminée en avril I9I8 et qu'il préconisait l'initiation des méthodes d'exploitation et de gestion capi-

talistes qui lui semblaient "nécessaires et suffisantes pour le triomphe du socialisme" (voir à ce sujet l'article de M.Rubel: "De Marx au bolchévisme: partis et conseils" dans ARGUMENTS, VI, 25-26, 1962). Mais en parlant de "révolution démocratique bourgeoise", Lénine parlait en même temps des classes et du parti qui devaient, selon lui, à la fois faire et diriger cette révolution, autrement dit Lénine liait la question de la révolution à la question du pouvoir politique. Or, que signifie en pratique cette combinaison d'une révolution bourgeoise et d'un pouvoir ouvrier? Pour des disciples de Marx, ce problème devrait être au centre de leur réflexion. Ils devraient se demander: quel est le contenu économique du concept de "révolution bourgeoise"? La réponse que ces mauvais disciples n'osent pas formuler, la voici en un mot: le mode de production qui correspond à une révolution bourgeoise, c'est le capitalisme. Ainsi nous retrouvons au bout du raisonnement posé en termes marxiens notre conception initiale: le bolchévisme, c'est un régime oligarchique dans lequel un pouvoir dictatorial qui se dit "pouvoir ouvrier" ou "Etat ouvrier" ou "gouvernement soviétique" organise, dirige et administre l'exploitation du travail vivant en vue de la formation, de l'accumulation et de la croissance du travail mort, c'est-à-dire du capital. Cette exploitation a commencé sur une échelle réduite sous Lénine et Trotsky, et elle a été poussée à son plus haut degré de perfection par Staline; en se "déstalinisant", Kroutchev a inauguré en URSS l'ère du capitalisme "civilisé" qui fera bientôt aussi bien sinon mieux que son rival occidental?

Le véritable problème soulevé par notre camarade est celui de la motivation de la prise de conscience et du comportement révolutionnaire. Or, l'accord semble s'être fait entre nous sur un point essentiel: cette motivation ne peut être que de nature éthique. Autrement dit, le travailleur n'agira révolutionnairement qu'en prenant conscience des valeurs humaines du socialisme, parmi lesquels figurent en premier lieu la société libérée des institutions qui la corrompent et la ruinent: l'Etat, le Capital, l'Eglise et l'Armée. Donc un idéal négatif, nous dira-t-on? Oui, répondons-nous, car la création de la nouvelle cité découle de la volonté de détruire l'ancienne, si cette volonté s'accompagne d'une prise de conscience claire du caractère inhumain des institutions qui nous dominent. Mais ce problème sort du cadre de la discussion actuelle.

- Compte-rendu de livre -

Le Parti Bolchévique par Pierre Broué (Ed. de Minuit)

Les conclusions "marxistes-léninistes" par lesquelles l'auteur s'est cru obligé de terminer son ouvrage, ne peuvent lui retirer les qualités d'objectivité dans l'exposé des faits. Le livre se lit avec intérêt, apporte une riche documentation et une bibliographie qui peuvent permettre d'approfondir certains problèmes qui ne pouvaient être traités à fond dans un tel ouvrage. Il faut donc le lire et nous pouvons le dire sans restriction, car il enrichit l'histoire du mouvement ouvrier. Quant à accepter ses vues politiques, exposées, pour l'essentiel, dans les derniers chapitres, ceci est une toute autre affaire.

P.Broué, en effet, souffre d'u e maladie commune à beaucoup, si non à tous les "marxistes-léninistes": s'il applique aux vieux pays capitalistes le principe qu'une politique réactionnaire est engendrée par une économie réactionnaire, il "oublie" son marxisme-léninisme, dès qu'il est question de la Russie. Il s'agit là d'un réflexe quasi-religieux. Pierre Broué, (et beaucoup d'autres avec lui) a peur de la réalité. L'idée que le mouvement ouvrier est dans une situation , pire peut-être, qu'après la défaite de la Commune de Paris, doit le terrifier. Il veut se raccrocher à quelque chose d'existant, alors que ce qu'il croit exister n'est que sa propre illusion.

"... Les formes économiques (de la société russe) sont les plus progressives qu'il soit, les plus propices au développement des forces productives, au progrès des sciences et des techniques, de la culture en général et c'est seulement grâce à elles que le pays arriéré a fait un bond prodigieux qui le transforme en un pays moderne". (Chap. XVI, page 399).

Cette affirmation n'empêche pas ~~le~~ l'auteur de citer (Chap. XIX, page 478) le hongrois Gyula Hay, avec lequel il semble du reste d'accord: "De quoi vit la bureaucratie? Sans aucun doute de l'appropriation de la plus value. Elle vit grâce au fait que dans notre ~~xxxx~~ société une partie importante de la plus value n'est pas affectée à des réalisations d'intérêt public."

Nous avons toujours pensé, lorsque dans une société la plus value sert à faire vivre et bien vivre, une minorité, qu'il s'agit d'une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, nous ne voyons donc pas de différence fondamentale entre la société russe et la société capitaliste classique. Quant à édifier le développement des forces productives comme un but en soi, il vaut mieux laisser ce soin aux technocrates.

Dire que la Russie a été transformée en "un pays moderne", c'est considérer que le fait de posséder un armement égal ou supérieur à celui des USA a plus d'importance que d'assurer un niveau de vie décent à la population. Si nous ajoutons à cela que le monde où nous vivons est actuellement de plus en plus caractérisé par une concentration économique éffrénée, ce n'est pas l'absence formelle d'une propeiété privée des moyens de production ... qui peut suffire à rendre une économie "progressive".

Nous pensons, quant à nous, que l'essentiel est de savoir qui et au profit de qui, dirige, contrôle et planifie l'économie. A cela (pour la Russie) le livre de P.Broué répond très nettement: ce ne sont pas les travailleurs.

Mais peut-être pour reconnaître la réalité, P. Broué attend-il que les dirigeants russes disent franchement que leur pays est capitaliste? Nous lui souhaitons une longue patience.

+.

" Informations et Correspondances ouvrières" publié par un groupe de camarades travaillant dans diverses entreprises donne des informations intéressantes sur les grèves et le rôle des syndicats dans la société actuelle.

==========